



# A.E.T.A Sud Kivu

AGIR POUR DES ÉLECTIONS TRANSPARENTES ET APAISÉES

Plate-forme des ONG de la Société Civile dotée de la personnalité juridique

Arrêté Ministériel N°125/CAB/MIN/J&DH/2011 du 11 Avril 2011

## Alerte du 26 avril 2021



**Les massacres dans les Hauts Plateaux à Uvira, Sud Kivu continuent !!!!!!!**

Des affrontements opposant des groupes armés locaux et étrangers sont signalés dans les hauts et moyens plateaux d'Uvira (Sud-Kivu) depuis **le jeudi 22 avril 2021**. Suite à cette situation, au moins 2.000 personnes auraient fui leurs habitations pour d'installer à Lemera centre et Migera. Dans une communication faite ce dimanche 25 avril 2021, ALEXIS BYAMUNGU, de **AETA Sud Kivu** à Uvira, indique que plusieurs maisons de ces déplacés ont été incendiées par ces rebelles dans des villages comme Bijojo, Gasu, Gongwe et Kifune.



Déplacés du 22 avril 2021 à Kifune/Territoire d'Uvira

« Les affrontements continuent dans ces villages. Nous avons déjà comptabilisé plus de 2.000 déplacés. Ce déplacement massif pousse beaucoup d'élèves à abandonner le chemin de l'école, les villages sont décimés et les bétails pillés. Nous alertons sur une alliance entre groupes armés étrangers locaux et étrangers qui risque de mettre en péril tout le territoire d'Uvira voir toute la province », a-t-il déclaré.

**AETA Sud Kivu** invite les Forces Armées de la République Démocratique du Congo et ses partenaires de la MONUSCO à traquer ces rebelles pour rétablir la paix dans cette partie de la province du Sud-Kivu.

Il sied de rappeler qu'au terme du dialogue intercommunautaire sur la paix dans les hauts et moyens plateaux d'Uvira, Fizi et Mwenga le 31 mars dernier à Kinshasa, les organisations de la société civile à Uvira avaient alerté sur la situation sécuritaire qui s'est dégradée davantage dans cette partie de la province. Dès lors, au moins chaque semaine, des affrontements sont signalés entre groupes armés d'appartenance communautaire dans les hauts et moyens plateaux de Fizi, Uvira et Mwenga.

Pour rappel, cette zone instable depuis des décennies a connu un regain de violence depuis 2016, et surtout depuis 2018. Elle est le principal foyer de la communauté Banyamulenge, qui vit traditionnellement de l'élevage (la transhumance du bétail est régulièrement source de conflit) et parle une langue proche de celles parlées au Rwanda et au Burundi. Historiquement marginalisée et discriminée, cette communauté a vu certains de ses membres rejoindre le Front patriotique rwandais (FPR) de Paul Kagame, puis des groupes armés soutenus par le Rwanda, tels que l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo (AFDL) et le Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD), dans les années 1990 et 2000, qui ont commis des exactions contre des civils du Sud-Kivu, parfois dans le cadre de conflits locaux.

Cela a contribué à renforcer la défiance et les discriminations à son égard et favorisé la création de groupes armés issus d'autres communautés, notamment de type Mai-Mai. A partir de 2018, la situation s'est à nouveau considérablement dégradée à la suite d'exactions commises par le groupe armé issu de la communauté banyamulenge « Gumino » (« restons-ici ») contre des civils, dont des chefs traditionnels d'autres communautés (comme le chef Munyindu Kawaza Nyakwana, assassiné), la présence de rebelles rwandais du *Rwanda national congress (RNC)* de Kayumba Nyamwasa dans la zone, et le décret confirmant la création de la commune rurale de Minembwe avec un bourgmestre munyamulenge à sa tête, qui devait ainsi échapper à l'autorité du groupement de Basimunyaka-Sud.

Une importante coalition de groupes armés, composée notamment des Mai-Mai Yakutumba, Ebu-Ela Mtezezi ou encore Biloze Bishambuke (issus de communautés dites « autochtones ») et des rebelles burundais de la Résistance pour un Etat de droit (RED-Tabara), que les autorités burundaises accusent d'être soutenus par le Rwanda, s'est formée pour combattre les Gumino. Ceux-ci ont commis de nombreuses exactions contre les villages banyamulenges, brûlant ces derniers, pillant leur bétail, et les forçant, de fait, à vivre dans quelques enclaves comme celle de Minembwe. De leur côté, les milices « d'autodéfense » Twigwaneho sont devenues le principal mouvement armé issu de la communauté banyamulenge, lequel a également commis des exactions toutes aussi nombreuses contre des civils d'autres communautés, provoquant également des déplacements. En août dernier, le Bureau de coordination humanitaire de l'ONU estimait à 110 000 le nombre de déplacés (toutes communautés confondues) dans la zone.

En 2020, la désertion du colonel des FARDC Michel Rukunda alias Mekanika avait marqué l'opinion publique congolaise. Depuis début 2021, ce sont déjà quatre officiers supérieurs qui ont quitté les rangs de l'armée congolaise selon les recoupements du Baromètre sécuritaire du Kivu (KST). Le cas le plus emblématique est celui du colonel Charles Sematama, commandant du 341<sup>e</sup> régiment des FARDC de Kitchanga (territoire de Masisi, Nord-Kivu) fin février. Mais on compte aussi celles du lieutenant-colonel Mufoko Jolie Rungwe, du major Patrick Muco ou encore du major Senanda

Sur le terrain, une importante coalition de groupes armés, composée notamment des Mai-Mai Yakutumba, Ebu-Ela Mtezezi ou encore Biloze Bishambuke (issus de communautés dites « autochtones ») et des rebelles burundais de la Résistance pour un Etat de droit (RED-Tabara), soutenus par le Rwanda selon les autorités burundaises, s'est formée pour combattre les Gumino. Ceux-ci ont commis de nombreuses exactions contre les villages de banyamulenge, brûlant ces derniers, pillant leur bétail (richesse essentielle sur les hauts-plateaux du Sud-Kivu), et les forçant, de fait, à vivre dans quelques enclaves comme celle de Minembwe. De leur côté, les milices « twigwaneho » sont devenus le principal mouvement armé banyamulenge et ont à leur tour commis des exactions toutes aussi nombreuses sur des civils d'autres communautés présentes sur les hauts plateaux, provoquant également des déplacements. En août 2020, le Bureau de coordination humanitaire de l'ONU estimait à 110 000 le nombre de déplacés (toutes communautés confondues) dans la zone.

Tout ceci n'explique toutefois pas pourquoi cette vague de désertion au sein des FARDC ne s'est-elle produite qu'en 2021 ? L'arrivée sur les hauts-plateaux des Mai-Mai Yakutumba, le plus puissant des groupes armés du Sud-Kivu, dont la présence est avérée depuis le début de l'année a pu jouer un rôle, en augmentant la menace perçue.

Pour le député national **Moïse Nyarugabo** alerte la communauté tant nationale qu'internationale sur un massacre à "grande échelle" et un déracinement "programmé" qui s'effectuent dans les hauts plateaux d'Uvira, en chefferie de Bifuliru située dans le groupe de Kigoma, au Sud-Kivu.

"Pendant que l'on pleure toutes ces personnes atrocement arrachées à la vie à Beni, Bunia et ses environs, il y a un autre coin de la République où pareilles barbaries se commettent sans que personne n'en parle, aucune presse, aucune image, aucune photo, aucune nouvelle. Silence on tue ! En effet, la zone plateaux se trouvant entre Kahololo et Rurambo était la plus calme et épargnée des violences généralisées. Les populations de toutes les communautés s'étaient accordées de gérer leur sécurité par une auto-défense mixte et ce, pendant quelques années", déclare-t-il dans une mise au point parvenue à des médias ce samedi.

Pour appuyer son argumentaire, cet élu du Sud-Kivu évoque plusieurs faits survenus dans ce coin de la République démocratique du Congo, notamment :

- Le 16 mars 2021, les groupes armés Maï-Maï Ilunga avec les Red Tabara burundais, ont attaqué et brûlé 3 villages : Kageregeri, Rwikubo et Kahundwe, tuant quatre personnes dont une maman de 82 ans brûlée vive, et blessant 4 autres personnes ;

- Le vendredi 09 avril 2021, deux villages ont été brûlés : Mataba et Goschen ;

- Le samedi 10 avril 2021, 8 villages ont été complètement rasés : Marungu 1 et 2, Murambi 1 et 2, Gitembe, Bibangwa, Gahusi et Rukuka ;

- Le 21 avril 2021, 4 villages attaqués et brûlés : Nyakamungu, Mugono, Kageregeri 2 et Birindiro ;

- Le 23 avril 2021, des attaques généralisées venues de toutes les directions notamment Maï-Maï Ilunga, les Red Tabara et les Maï-Maï Kasende Chubwa à Kahembe près du lac Lungwe avec d'autres alliés, ont détruit par le feu 16 villages : Gasu, Gikarage, Gifuni 1 et 2, Mibande 1 et 2, Remezo, Kibundi Gogwe, Gitavi, Gashama, Rya Kalongi, Gashararo, Ngoma, Bushoryo et Rugabano.

"Pour les attaques du 23 avril 2021, on dénombre 16 morts dont 4 corps sont retrouvés mais non encore enterrés, des blessés sans nombre et sans assistance. La population de tous ces villages est dans les forêts sous une pluie d'avril et le froid, sans espoir d'en sortir vivante. Les quelques personnes qui ont percé se dirigent vers Lemera dans les moyens plateaux. Certaines familles venaient d'y arriver", explique-t-il. Selon Moïse Nyarugabo, cette situation est tellement inquiétante que de tous les côtés des hauts plateaux (Minembwe, Fizi, etc.), les assassinats se font presque dans les mêmes conditions.

Face à cette situation, ce député national déplore le silence, dit-il, le plus assourdissant des autorités locales, provinciales et nationales. "Faut-il dire que depuis un mois et une semaine que ce carnage dure, aucune intervention, aucun militaire n'a bougé de sa position même pour une simple interposition. Toutes les autorités civiles et militaires locales, provinciales et nationales couvrent cette barbarie d'un silence le plus assourdissant", affirme-t-il.

Pour mettre un terme à ce qu'il qualifie de barbaries, il demande aux forces armées de la RDC de faire leur travail. "Je lance encore un cri d'alarme. Je demande que l'armée fasse son travail, qu'elle fasse diligence pour sauver ce qui peut l'être mais aussi qu'elle organise les opérations contre ces groupes armés locaux et étrangers", lance l'élu du Sud-Kivu.

Il appelle aussi les autorités civiles, du chef de collectivité, administrateur du territoire, gouverneur jusqu'au gouvernement central, à agir, chacune dans son secteur et dans les limites de ses compétences. "Il en est ainsi pour la MONUSCO qui d'ailleurs a survolé la zone il y a deux jours", ajoute-il.

Par ailleurs, le député national Moïse Nyarugabo invite les notables du Sud-Kivu et en particulier ceux d'Uvira et de Fizi à ne pas assister à ces massacres en observateurs et laisser faire, car "c'est une erreur et une joie de courte durée de penser que ça n'arrive qu'aux autres".

Face à cette situation **AETA Sud Kivu**, dénonce « l'inaction » de l'armée face aux violences des milices dans les hauts plateaux de Fizi, Mwenga et Uvira et suggère de(d') :

- Organiser les élections locales en 2023 dans toute la RDC
- Appliquer la loi portant statut des chefs coutumiers notamment la redynamisation des Comités consultatifs de Résolution des conflits coutumiers
- Parachever les réformes liées aux Entités territoriales décentralisées en précisant les limites entre les ETD et les Entités territoriales déconcentrées et restaurer l'autorité de l'Etat
- Assurer l'inclusivité communautaire dans la désignation des animateurs des entités
- Organiser des espaces pour chaque secteur d'activités(transhumance, agriculture et habitat)
- Restauration de la sécurité et/ou de l'autorité de l'Etat.
- Déploiement des FARDC dans des endroits éloignés.
- Désarmement des groupes armés et milices communautaristes actifs.
- Le rapatriement des FDLR et autres rebelles étrangers dans le Sud Kivu
- Encourager les politiciens et certains notables de Fizi, Uvira et Mwenga à ne plus soutenir les milices et groupes armés.
- Renforcer les capacités des chefs coutumiers, et faire respecter la hiérarchie du pouvoir par les mwami, et l'implication des autorités compétentes dans les conflits des pouvoir coutumiers.
- L'application de la justice équitable et avec rigueur et la justice transitionnelle
- Mettre en place un processus DDR adapté au contexte et réalités locales
- Demande aux leaders nationaux de FIZI, d'Uvira et de Mwenga de cesser les discours de haine et d'encourager la cohésion dans la zone.
- Renforcer les mécanismes locaux qui régissent la transhumance en attendant les reformes foncières qu'il faut faire voter en procédure d'urgence comme mécanisme de résolutions des conflits
- Combattre l'«ethnisation» de la gouvernance locale : plaider pour une administration locale interethnique qui a pour but de représenter tous les groupes ethniques selon leurs distributions proportionnels.
- Créer de forums de dialogue au niveau de village, de la base au sommet, y compris un grand forum de paix et de développement impliquant tous les acteurs pertinents.
- Plaider pour l'importance d'une gouvernance équitable et non discriminatoire.
- Renforcer les capacités des populations locales et rendre les autorités locales et les élus redevables, par exemple à travers des formations sur les lois congolaises et internationales et le droit civique.

Fait à Bukavu, le 26 avril 2021

Pour le Bureau Provincial de **AETA Sud Kivu**